

exercices périlleux

Situation tendue, qui évolue rapidement. Les responsables, au gouvernement, doivent agir sur trois fronts : - négocier avec les derniers des khmers rouges, les durs d'Anlong Veng; - contenir leurs propres rivalités internes; - et faire bon visage à l'étranger. Il faut du sang froid pour réussir simultanément ces numéros périlleux.

Quelle est la sincérité des khmers rouges d'Anlong Veng ? A u seuil des négociations, ils peuvent beaucoup demander, recevoir beaucoup de promesses. Mais ensuite ? La compétition entre PPC et Funcinpec leur donne un assez vaste champ de manoeuvres, comme à ceux de Païlin et de Samlot ...

Les rivalités sur le terrain entre Funcinpec et PPC s'intensifient. On en est aux affrontements armés. A moins d'un nouvel accord de partage sur les pouvoirs locaux, conclu au sommet, elles ne peuvent que s'aggraver à mesure que l'on approche des élections. Mais il faudrait pour cela que les deux Premiers ministres donnent vraiment à l'esprit de partenariat le pas sur l'esprit de rivalité. Leurs extrémistes, de part et d'autre, ne les poussent pas dans ce sens.

Une fois encore, ce sont donc les étrangers qui vont avoir sur le Cambodge une influence décisive : en menaçant de diminuer leur assistance, ils ont un moyen de pression majeur.

Tant mieux si par ce moyen la paix peut être tant bien que mal maintenue dans le pays. Mais c'est dommage pour l'indépendance du Cambodge.

C.N.

OK SEREI SOPHEAK *Conseiller du co-Ministre de l'Intérieur Sar Kheng*

la situation politique et les élections

Ce qu'on a vu à Battambang depuis le 10 février qui a coûté des vies de part et d'autre, n'est que l'aboutissement logique d'un état d'affrontement souterrain, qui devient tout à coup confrontation ouverte entre les deux factions de la coalition.

le risque d'affrontement de plus en plus palpable

Le danger est de plus en plus palpable. La détermination du Funcinpec, ou de certains éléments durs du Funcinpec, il ne faut plus en douter.

La situation est devenue telle que la solution ne dépend plus de l'envoi des co-Ministres de la Défense, apparemment complètement débordés, ni des deux chefs d'état-major généraux Ke Kim Yan et Nhiek Bun Chhay qui apparemment ne s'entendent pas très bien et semblent n'avoir aucune autorité politique pour résoudre cette crise armée, dont les raisons d'être sont beaucoup plus politiques que militaires. Les missions répétitives de Tea Banh et de Chea Chamrath ont échoué elles aussi. Parce que les sources de la crise ne sont pas à Battambang mais à Phnom Penh. Et au plus haut niveau.

il n'y a plus d'Etat

Longtemps latente, cette crise est comme un abcès, il y a du pus qui sort, il est temps de le traiter. Aller à la source même c'est à dire au niveau des deux Premiers ministres.

Tant qu'ils refusent de se rencontrer, d'appliquer les règles de cette coalition qui est pourtant l'essence même des élections de 1993, qu'il y a un refus commun de gouverner ensemble ce pays, Le gouvernement ne fonctionne plus. Il n'y a plus d'Etat, mais

deux administrations parallèles qui ne rendent pas les services attendus, qui bloquent tout, qui se neutralisent à tous les niveaux. Dans les ministères maintenant les dossiers ne se passent plus de façon horizontale, mais verticale.

Les étrangers commencent à en souffrir pour les visas, les douanes, on le voit pour les investissements ... Pour la crise sociale on a vu qu'il n'y a pas de solution commune mais une solution PPC et une solution Funcinpec, ...

Si à la base, on ne s'écoute pas, on ne travaille pas ensemble, il faut que les deux Premiers ministres pensent que cette situation est le résultat du comportement au sommet.

un suicide politique !

Je trouve incroyable cette volonté commune de bloquer un Etat, en fait de se suicider politiquement.

Cependant la réunion entre MM. Ing Kieth et Sar Kheng a eu un résultat. Tous les membres du Comité mixte ont signé une pétition demandant aux top-leaders de se rencontrer. Samdech Chea Sim et Samdech Hun Sen ont exprimé leur accord. On attend la réponse de Samdech Krom Preah le premier Premier Ministre. Tant que la réponse ne vient pas, il risque d'y avoir encore plus de sang.

partage du pouvoir : torts partagés

Quelles sont les raisons du premier Premier ministre ? Il n'a pas l'habitude de révéler toute sa pensée. Mais on sait qu'il y a des éléments durs au sein du Funcinpec qui pensent que "ça suffit, le Funcinpec a gagné les élections, il est en train de perdre le pouvoir, on en a marre parce que le pouvoir se partage

au niveau supérieur mais aux niveaux intermédiaires et à la base il n'y a aucun partage. ça ne peut pas continuer".

Et cette analyse est vraie : il n'y a pas de partage du pouvoir à la base ni au niveau des autorités provinciales. Le fait d'avoir des vice-gouverneurs de province ne donne pas automatiquement l'administration des villages, des khum, des districts, qui sont les lieux de réel pouvoir sur la population.

Ils oublient que beaucoup de vice-Gouverneurs se sont occupés de beaucoup d'autres choses que de servir le peuple. Ils ont ainsi miné leur propre pouvoir.

Ce qui est regrettable aussi c'est que, pour le partage des districts, il y avait eu un accord entre S.E Sar Kheng et S.E. You Hockry le 12 décembre 1995. Mais il y a eu une confusion interne au Funcinpec qui a donné un rapport vraiment faux à Samdech Krom Preah. Il a réagi trop tôt. Ce fut une gaffe, une fausse manoeuvre terrible. Mais à mon avis ce n'était pas une raison pour que le PPC en retour ne continue pas à appliquer le partage du pouvoir, donne plus rien ... Des deux côtés on est responsable de cette situation.

renégocier le partage

Maintenant les éléments durs du Funcinpec ne peuvent plus s'arrêter, ils s'enferment peut-être exprès pour qu'il n'y ait plus de tentative de reculer. Il y a une fuite en avant : "s'il doit y avoir des concessions, ce ne sera pas unilatéral. Il faut tout revoir. Si les gens comme Serei Kosal doivent revenir dans le cadre de l'Etat, il faut que ce soit applicable partout. Si les gens du Funcinpec n'ont plus le droit d'avoir des armées privées, il ne faut plus que

(suite page 6)

à l'intérieur

Interview Ok Serei Sopheak
La réforme administrative
Travail : en attendant le Code

pp. 1 - 6
pp. 2 - 3
pp. 4 - 5

Sondage d'opinion p. 7
Livres p. 8

en cours ...

LA REFORME ADMINISTRATIVE

Moderniser la fonction publique, se donner les moyens législatifs, matériels et humains de gérer les quelque 150 000 fonctionnaires civils; en même temps s'efforcer de diminuer les effectifs comme le gouvernement s'est engagé le faire, cela demande des efforts et du courage. Bref panorama d'une vaste entreprise.

Lorsqu'en 1993 nous avons eu à faire de grands choix pour adapter la fonction publique au système du multipartisme et de l'économie de marché, nous avons opté pour le système "de la carrière", nous explique S.E. Prak Sok, Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique.

Pratiqué en France et dans pratiquement toute l'Europe, y compris la Grande Bretagne et l'Allemagne, le système "de la carrière" a toute une gamme de caractéristiques : il y a recrutement, formation, stage, titularisation, promotion, discipline, retraite ...

Dans l'autre système, dit "de l'emploi", qui existe aux Etats-Unis, il y a un contrat entre un fonctionnaire et l'Etat. Lorsque la durée du contrat est achevée, il est renouvelé ou non. Ce

système est praticable lorsqu'il existe un important secteur privé comme aux Etats-Unis : on peut passer facilement du public au privé. Mais au Cambodge, si le contrat d'un fonctionnaire venait à expiration, il ne trouverait nulle part du travail, car le secteur privé est très mince. Notre choix est donc bien motivé.

Le système "de la carrière" existe au Cambodge depuis les années 40. Tous les fonctionnaires le connaissent, y compris ceux qui sont revenus de l'étranger et ceux qui ont survécu tant bien que mal au génocide. Beaucoup de hauts responsables formés dans les mêmes promotions à l'Ecole Royale d'Administration se retrouvent aujourd'hui dans des postes de hautes responsabilités.

Dégager des effectifs, ce n'est pas simple !

s'adapter au système libéral

Les premières mesures que nous avons prises en 1993 - j'étais déjà ministre de la Fonction Publique - pour s'adapter au système libéral, ont porté sur deux points :

- mettre fin au "recrutement automatique" des étudiants dans la fonction publique;
- et au fait que tous les ouvriers des entreprises étaient fonctionnaires. L'Etat n'en avait pas les moyens.

d'abord un statut transparent

Quant à la réforme administrative, il a fallu d'abord que le gouvernement l'accepte. En 1994 il a présenté un rapport aux

pays donateurs indiquant ses priorités et les phases de la réforme. Depuis le commencement, le PNUD nous a accordé son aide, puis la France, avec des experts, et l'Union Européenne.

Nous avons avancé d'abord dans la réglementation. Première chose, il fallait un statut des fonctionnaires civils, pour que le système de carrière soit transparent. Nous nous y sommes attelés, de sorte qu'au bout d'un an seulement, le 21 octobre 1994, ce statut a été

adopté par l'Assemblée, et promulgué le 30 octobre.

très sensible :

la réduction des effectifs

Concernant le problème de la réduction des effectifs, le gouvernement a décidé en 1994 une réduction qui atteindrait 20 % à la fin de 1997. Le FMI insiste pour que le gouvernement respecte cet engagement. Car il faut suivre de près le montant de l'aide au budget national.

Le processus est en cours. Il est dur, difficile. Sans pouvoir citer de chiffres, voici les mesures qui ont été prises :

- nous avons mis fin au recrutement automatique, c'est à dire fermé la porte d'entrée dans la fonction publique. En même temps nous avons ouvert la porte de sortie, avec plusieurs formules :
- les départs à la retraite;
- les départs volontaires;
- la disponibilité sans solde, qui consiste à aller tenter sa chance dans le secteur privé. Si l'on n'y a pas de succès, on peut revenir dans la fonction publique et y retrouver son poste : un anukret est paru à ce sujet le 19 octobre 1995;
- on prévoit aussi la possibilité de départ à l'étranger, avec des textes réglementaires pour garantir la sécurité des partants.

chasse aux fantômes

La législation a permis de rayer des effectifs beaucoup de fonctionnaires qui avaient des emplois à l'étranger, dans des entreprises, des ONG, des organisations internationales, et continuaient à toucher leur salaire de fonctionnaire, avec la connivence du directeur du personnel, parce qu'ils n'étaient pas sûrs de réussir. On a supprimé 319 salaires de 50 000 riels. Et il y en a sûrement d'autres. 50 000 multiplié par 500, c'est déjà appréciable. Et si les départs sont définitifs c'est encore mieux. Le sous-décret sur le régime

une culture nouvelle

Relier les ministères par un réseau informatique, 30 à 40 micro-ordinateurs au total, ne présente pas de difficultés techniques. Il s'agit de technologie de pointe, et pourtant c'est l'affaire d'un an et de 2 à 300 000 dollars.

Il s'agit de l'aspect le plus spectaculaire de la réforme administrative, qui coûtera au total 5 à 600 000 dollars (avec le matériel et le salaire des experts).

Ce sont les changements de méthodes qui sont les plus difficiles. Il s'agit de changer totalement les structures, les procédures et

les outils de gestion. Cela prendrait n'importe où ailleurs 4 ou 5 ans, nous dit un technicien. Au Cambodge, qui plus est, le génocide a créé un déficit énorme d'encadrement dans la tranche d'âge 35 - 45 ans, et le peu de bons techniciens est absorbé par le privé où les salaires sont bien meilleurs.

Il faut rappeler aussi qu'en 20 ans le pays a changé 6 fois de Constitution, et chaque fois à 180 degrés. "Que les gens soient un peu déboussolés par rapport au système de gouvernement et à l'environnement

socio-économique n'est pas surprenant".

"Le Cambodge est peut-être le seul pays au monde où il faut tout reprendre à zéro : y compris pour les responsables de l'administration qui ont à apprendre leur métier de gestionnaires".

Il faut tenir compte enfin des contradictions entre les cultures. Entre un libéral qui raisonne tout naturellement en termes de responsabilité individuelle, et des gens qui ont un raisonnement dirigiste, on a un mal incroyable à se comprendre. "Faire bouger les choses dans ces conditions, ce

A PROPOS ...

combats au Phnom Thippadai

Une semaine d'affrontements armés entre "soldats Funcinpec" et "soldats PPC" au Phnom Thippadai tout proche de la route 5 au sud de Battambang aurait causé la mort d'une vingtaine de soldats PPC, d'une dizaine Funcinpec et de plusieurs villageois, mais les chiffres sont encore provisoires. La raison des combats semble être le contrôle

de cette montagne stratégique et plus généralement celui d'une région que se disputent les deux factions. Le déclenchement des hostilités est dû fait des Funcinpec, plus précisément au vice-Gouverneur de Battambang Serei Kosal, affirmant les PPC. Les troupes du PPC semblent avoir pris le contrôle du Phnom. Bien que le calme soit revenu le 16, le partage du pouvoir sur le terrain entre PPC et Funcinpec reste un problème central.

Pochentong

La première pierre du futur aéroport international a été posée par le Reine Norodom Monieath le 14 février, en présence du président de la Lyonnaise des Eaux Jérôme Monod. L'aéroport devrait être terminé par la Société Concessionnaire de l'Aéroport (SCA) en 2000. A cette occasion Jérôme Monod a indiqué les grandes lignes de ses projets d'activités au

Cambodge, en plus de l'aéroport : dragage du Mékong et modernisation du port de Sihanoukville, qui concernent la filiale Dumez-GTM; infrastructure et hôtellerie à Siem Reap qui concernent dans un premier temps la filiale Culture Espace, qu'il souhaite associer à d'autres sociétés. L'investissement au Cambodge de la Lyonnaise des Eaux pourrait atteindre 55 millions de dollars en 5 ans.

disciplinaire permet aussi de supprimer les soldes de ceux qui ne sont pas en situation régulière, pour absentéisme par exemple. Le comptage des fonctionnaires effectué en février 1995 a eu des résultats fiables et utiles. Il s'agissait d'abord de chercher les "fantômes" : ceux qui sont décédés, ceux qui ont quitté mais restent sur les listes de soldes, ceux qui travaillent dans deux ministères pour toucher deux soldes, ... On a trouvé en tout, avec les disponibilités sans solde, 6 897 irréguliers. On a ainsi fait des économies importantes.

qui mettre à la retraite ?

Pour les mises à la retraite, l'âge officiel de la retraite est de 55 ans; de 60 ans pour les médecins. Il y avait normalement 2000 retraites par an. Mais il est tacitement entendu que la réduction de 20 % des effectifs ne doit pas toucher à l'Education Nationale ni à la Santé. Il nous manque des professeurs, des instituteurs. Dans ces activités, non seulement il ne faudrait pas envoyer des gens à la retraite, mais il faudrait recruter.

Il y a donc là un problème,

limites et proportions

"Dés lors que les fonctionnaires sont payés 12-15 dollars par mois (alors que le seuil de pauvreté est à 150 dollars pour une famille de 5 personnes), certaines volontés venant du sommet, ou de "divers sommets", visant à comprimer la masse salariale des fonctionnaires, ne peuvent pas aboutir, et même n'ont pas de sens", estime un observateur anonyme.

Même si l'on augmentait leur salaire de 10 %, les fonctionnaires pourraient s'acheter un paquet de Marlboro par mois ...

Le coût des agents civils de l'Etat ne représente au Cambodge que 1,2 % du PIB, c'est à dire 2 fois moins que dans les pays en développement, et 4 fois moins qu'en France.

PRAK SOK la réforme administrative

souligne M. Prak Sok, parce que les réductions d'effectifs ne doivent pas être faites là où ils sont les plus nombreux : 78 000 personnes dans l'Education Nationale et 14 000 dans la Santé. Il faut donc diminuer les autres ministères, c'est à dire 50 000 personnes.

Quant aux effectifs de l'armée et de la police, ils ne nous regardent pas. Ils relèvent des ministères de la Défense et de l'Intérieur. Il existe des dispositions pour que les militaires et les policiers ne se reconvertisent pas dans les effectifs civils.

Les chiffres réels sont très difficiles à déterminer. Nous ne sommes pas actuellement en mesure de les connaître.

cas particuliers

Il y a aussi le cas des entreprises d'Etat. On ne peut pas affirmer que les gens qui y travaillent sont, ou ne sont pas, des fonctionnaires. Nous sommes à mi-chemin. En cas de privatisation, ou bien les gens ont une indemnité forfaitaire de départ, ou bien ils restent dans l'usine. Mais ils sortent des effectifs.

Pour l'Electricité du Cambodge ou la Régie des Eaux, ce sont en fait des "établissements publics à caractère économique". Les gens sont régis par le droit privé, ils sont payés par l'entreprise, avec ses recettes propres, ils ne sont donc pas fonctionnaires. Il faudrait des statuts là aussi pour clarifier la situation.

tout le personnel sur informatique

Un aspect fondamental de la réforme administrative : nous allons réaliser la saisie

informatique des effectifs. Le centre est au Conseil des Ministres. C'est une opération importante, assez longue. Une équipe de l'Union Européenne est venue en 1995 pour nous aider à mettre sur pied ce système de gestion informatisé moderne.

11 ministères-clé, comme l'Education Nationale, l'Agriculture, la Santé, les Affaires Etrangères, le Plan, le Développement Rural, l'Intérieur, la Fonction Publique ... ont déjà

commencé la gestion modernisée.

La validation -c'est à dire la fixation une fois

pour toutes, sous la responsabilité des divers ministères, du nombre des fonctionnaires de chacun- devrait être terminée dans deux mois.

Il reste à équiper tous les ministères, ce qui suppose des moyens financiers et du savoir-faire. Nous recrutons actuellement des enseignants en informatique pour des cadres moyens et supérieurs. Le nouveau système va démarrer en mars et sera totalement opérationnel à la fin de l'année. Finalement nous aurons une gestion centralisée, sous la coupe de la Fonction Publique et de la Présidence du Conseil.

les avantages de la gestion informatisée

Pour bien comprendre le changement, il faut savoir que pendant l'Etat du Cambodge, la gestion du personnel de province était faite par les chefs de Provinces, et les centraux par les ministères. Nous allons avoir un système vertical.

Premier avantage, tout sera

connu, transparent, et il n'y aura plus d'irrégularités. Tous les textes concernant les positions des fonctionnaires, nominations, affectations, seront faits au centre par les ministères, qui connaîtront ainsi de façon exacte le nombre de leurs fonctionnaires, y compris au niveau des Provinces.

Tous les actes administratifs individuels seront pris au niveau des ministères, sous le contrôle de la Fonction Publique. Ici, dans un proche avenir, nous ferons le contrôle.

Avant que les textes soient signés, il faudra le visa de la Fonction Publique pour l'aspect administratif et celui des Finances pour l'aspect financier. Il n'y aura donc plus d'irrégularités. Il n'y aura plus d'actes pris à l'insu de la Fonction Publique ni à l'insu du ministère des Finances.

Deuxième avantage : on va gagner du temps. La paie au lieu d'être faite à la main le sera par un ordinateur. Les bulletins de paie sortiront des ordinateurs. Actuellement l'administration passe beaucoup de temps à se gérer elle-même et ne rend peut-être pas au public les services qu'il en attend.

Troisième avantage, nous allons pouvoir gérer le personnel. Nous aurons une salle d'archives avec 150 000 dossiers individuels. Nous aurons ainsi non seulement le nombre exact de fonctionnaires par ministère, mais une mise à jour constante, avec les affectations nouvelles, les changements de position, etc ..., et nous pourrions gérer ce personnel, c'est à dire connaître la pyramide des âges, la pyramide des compétences, savoir combien de gens vont vers le privé (avec des salaires de 50 000 riels par mois, c'est à dire 18,5 dollars, les meilleurs éléments vont ailleurs), et ainsi combien de gens nous devons former et promouvoir, ... on pourra faire des prévisions budgétaires, etc ...

A PROPOS ...

épaves ?

Friedlander, installée au Cambodge et spécialisée dans les travaux sous-marins, dans le domaine pétrolier notamment (pipe-line à partir de Sihanoukville pour Shell), va réaliser une étude des fonds marins dans les eaux territoriales. Objectif : repérer et éventuellement récupérer ce qu'il serait économiquement rentable de remonter à

la surface : cargaisons de bateaux naufragés, métaux, voire pièces archéologiques... Friedlander, maître d'oeuvre, s'est associée à une société australienne qui apporte le matériel spécifique. Le financement est assuré par une société britannique spécialiste de ces recherches. Un archiviste-archéologue a réalisé des études préalables. Les recherches seront menées à partir d'une jonque de 35 m. attendue dans

les jours à venir.

pour les élections

Pour aider à préparer les élections locales et nationales, la France fournit en 1997 du matériel informatique et de communication, et installe un logiciel multilingue pour établir les listes électorales et les cartes d'électeurs. 3 experts français initieront des formateurs cambodgiens à l'exploitation de ce matériel.

ASEAN

La Birmanie, le Cambodge et le Laos seraient admis au sein de l'ASEAN en juillet prochain à Kuala Lumpur, malgré les pressions des Etats-Unis, écrit "La Lettre du Mékong". "Nous formerons un ensemble de dix pays de 500 millions d'habitants potentiellement formidable et appelé à jouer un rôle significatif en Asie et dans le monde", a déclaré le Premier ministre de Malaisie Dr Mahathir Mohamad.

TRAVAIL

En attendant le Code ...

Autant qu'on le sache, le Roi n'a pas encore reçu le Code du Travail adopté par l'Assemblée nationale le 10 janvier 1997. Sa signature est nécessaire, aux termes de la Constitution: "art. 28 : Le Roi signe (...) les lois adoptées par l'Assemblée nationale et les décrets (Kret) sur proposition du Conseil des ministres".

Après la signature du Roi, il faudra encore des décrets d'application et des arrêtés ministériels.

Si l'on considère les délais et retards qui ont affecté l'élaboration du nouveau Code du Travail, puis sa discussion à l'Assemblée, succédant à des années d'évidente mauvaise volonté, ou impuissance, du Secrétariat d'Etat aux Affaires sociales à faire appliquer le précédent Code, on voit que les forces hostiles à toute législation du Travail sont considérables.

A quoi ce retard est-il dû, alors que les conflits du textile semblent exiger un traitement rapide de la situation ? On peut distinguer deux raisons :

des dispositions iniques

1) Etant donné les critiques dont il est l'objet, ne faudra-t-il pas que le projet retourne devant les députés, pour examen plus approfondi ? On peut penser que si le Roi ne signe pas la Loi, c'est qu'il est attentif à ces critiques.

Exemples de dispositions contestables :

- "art. 65 : le contrat de travail peut être fait soit par écrit soit par accord verbal". On voit bien que c'est la porte ouverte à des discussions sans fin, et à l'arbitraire total.

- "art. 392 (ajouté au dernier moment) : "durant la période transitoire, dont la durée est délimitée par le ministère des Affaires sociales, les syndicats existants peuvent désigner des représentants aux premières élections des délégués du personnel sans avoir besoin de faire la preuve de leur représentativité".

Les "syndicats existants" sont des ombres de syndicats, créés jadis par le pouvoir, "en hibernation profonde" depuis parfois 17 ans. On les réveille évidemment pour contrer les syndicats nouveaux, et on s'en donne tout le temps, puisque la "période transitoire" peut durer très longtemps.

Déjà ont lieu des élections rapides, avec des candidats désignés, qu'il est facile de séduire ou d'intimider.

De leur côté les nouveaux syndicats doivent attendre pour être reconnus comme "représentatifs".

Cet article 392 apparaît en contradiction avec un autre qui stipule :

"art 288 : les délégués du personnel dans chaque entreprise

extrêmement faible);

- licenciement : il doit être dûment motivé, par écrit (art. 74); il donne droit à indemnité (art. 89); un licenciement à tort doit être dûment compensé; (actuellement les licenciements sans préavis ni raison sont innombrables);

- congés payés : 1 jour et demi par mois de travail dans l'usine (art. 166);

Remarque : ces dispositions figureraient dans l'ancien Code. Comme il n'a pas été appliqué, les ouvriers sont en droit de réclamer des arriérés concernant les congés payés, estime le syndicat. (source : FTUWKC)

sont élus parmi les candidats désignés par les syndicats qui ont un caractère représentatif".

2) Les patrons cherchent à gagner du temps. A partir de cas concrets, de témoignages précis, on constate que des employés de la Confection sont licenciés sous divers prétextes très faibles. La raison semble être qu'ils - ou elles - se sont fait remarquer comme protestataires, ou simplement comme ayant manifesté avec le Syndicat Libre des Travailleurs du Royaume du Cambodge (FTUWKC).

Tout se passe comme si, en attendant qu'aient lieu dans chaque usine les élections de représentants du personnel, et tant que les nouveau syndicalisme n'a pas encore pris d'ampleur, les directions d'usines cherchent à se débarrasser des "fortes têtes".

Ou plutôt - car les protestataires restent très raisonnables, ne peuvent en rien être assimilées à des auteurs de troubles -, il s'agit pour les patrons d'intimider le personnel par des licenciements brusques, ces décisions arbitraires étant plus impressionnantes que des licenciements dûment motivés, car elles établissent le pouvoir absolu du patron, indépendamment de toute discussion: "si vous n'êtes pas contents, la porte est là ...".

19 témoignages ont été recueillis et diffusés par le syndicat FTUWKC, la plupart viennent d'employés de Tack Fat Garment et de Gemmon - ce qui n'exonère pas les autres.

Il faut rappeler que patrons et employés ne communiquent pas facilement, faute de langue commune. Les employés doivent se

payer des traducteurs, qu'il leur faut payer 50 et jusqu'à 80 dollars.

D'autre part, nombreux sont les employés qui, pour être embauchés, ont dû commencer par payer des intermédiaires 30 ou 35 dollars. Certains des employés ont été licenciés avant même d'avoir pu rembourser cette dette ...

On a accusé les protestataires d'être politisés, et Sam Rainsy d'avoir profité de la situation - sinon de l'avoir créée. Mais les employées ont d'abord été s'adresser au PPC, où aucune réponse ne leur a été donnée. Elles sont allées aussi à l'Assemblée, sans aucune idée de s'adresser à un parti plutôt qu'à un autre. Le député Kem Sokha, président de la Commission des droits de l'Homme a eu connaissance des abus et les avait dénoncés (CN 59, oct. 96).

Ce n'est qu'au PNK que les ouvrières ont reçu du soutien pour rédiger les statuts du syndicat, et la traduction de textes notamment. Maintenant, c'est en effet au PNK qu'elles s'adressent.

Le FTUWKC ne représente encore qu'une très petite fraction des employés du textile. Ses membres sont à 70 % employés de Cambodia Garment.

du côté des patrons

Rappelons l'argumentation des employeurs :

- les employés cambodgiens ont un rendement très faible, ils s'absentent souvent, il faudra plus longtemps que dans d'autres pays, qu'en Chine en particulier, pour que les usines soient rentables. C'est pourquoi "il est trop tôt pour des conflits sociaux".

- les grèves coûtent cher. Les patrons malaisiens de Cambodia Garment (4000 employés au to-

le nouveau Code du Travail

Voici quelques-unes de ses dispositions :

- l'article 104 introduit le concept d'un "salaire minimum assurant des conditions de vie décentes". Selon les experts : au moins 70 dollars par mois (actuellement la grande majorité ne dépassent pas 40 \$);

- durée du travail : 48 heures par semaine (art. 137); interdiction du travail forcé et des heures supplémentaires obligatoires (art. 15); (actuellement il existe jusqu'à 12 et 15 heures par jour, 7 jours par semaine, sans salaire supplémentaire ou

CAMBODGE
NOUVEAU

le journal
des
décideurs

votre
meilleur
investissement

Cambodge Nouveau
Politique, Economie, Finance
bi-mensuel

Directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef : Alain Gascuel
Enquêtes : Soy Sothea
Mise en page : Pen Mary
Impression : CIC
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh
CAMBODGE NOUVEAU
tel (015) 91 19 67
est vendu uniquement par abonnement

tal), estiment avoir perdu 200 000 dollars en 2 1/2 jours de grèves.

- tous les pays qui ont entamé leur développement économique ont connu au début ces conditions très difficiles. C'est le prix à payer pour devenir compétitif.

Ces arguments ne sont pas mauvais. Il n'empêche que les conditions de travail maintenant bien connues témoignent, de la part de certains employeurs, de vues très courtes. Penser que l'on peut employer des gens 12 heures par jour, 7 jours par semaine, moyennant un salaire très faible, souvent inférieur à 30 dollars, sans aucune couverture sociale, et dans ces conditions, dans cet "environnement", en obtenir un bon rendement, sans heurts, relève-t-il d'une mauvaise gestion ? Ou plus simplement de l'inconscience ?

mauvais calculs ?

Les directeurs de plantations d'hévéas ont découvert qu'en augmentant les salaires, avec des primes judicieuses, une juste rémunération des heures supplémentaires, et un certain environnement social, les travailleurs ont un bien meilleur rendement qu'avec un mauvais salaire (CN n° 65). Les patrons de la confection pourraient faire de semblables calculs.

Les entreprises alors ne seraient plus rentables ? En tous cas, avec les grèves, ce n'est pas la rentabilité de la confection qui est menacée, c'est son existence.

Sans que l'on puisse exactement connaître leurs situations financières respectives, il faut rappeler que les entreprises de confection ne paient de taxes ni à l'importation des produits entrant dans la

fabrication (qui représentent plus de 50 % de la valeur du produit fini), ni à l'exportation des produits, ni à l'entrée dans les pays importateurs (ou très faibles), qu'ils jouissent d'une longue exemption fiscale, et qu'ils peuvent librement rapatrier leurs bénéfices.

Selon les calculs de Tioulong Saumura, la masse salariale ne représente que 6,4 % du chiffre d'affaires, un chiffre très faible pour une "activité de main d'oeuvre". Une augmentation qui ferait passer les salaires de 30 dollars en moyenne, à 50 dollars, n'aurait donc qu'une faible incidence sur le prix de revient des produits.

En attendant, le salaire mensuel de 40 dollars a été accepté par tous les patrons du textile, nous confirme le 10 février M. Van Sou Leng, président de l'EAAsociation des Industries textiles (40 entreprises, soit la quasi-totalité). Aucune entreprise n'envisage de fermer ou de déménager. M. Van Sou Leng réaffirme qu'actuellement toutes ces entreprises perdent de l'argent, et que le retour d'investissement peut être envisagé "dans un délai de 18 mois à 2 ans si les désordres actuels ne continuent pas".

Parmi les revendications inacceptables, il cite : la semaine de 47 heures; que les équipes du soir rentrent à 9 heures ou 10h30 au lieu de 11 heures.

"Le nouveau Code n'est pas encore connu, on ne peut en faire aucun commentaire".

du côté du gouvernement

Cette reconnaissance des limites, cet ajustement des conditions de travail acceptables de

part et d'autre que les employeurs sont en train de réaliser de façon expérimentale, sont utiles aussi aux responsables gouvernementaux.

Il est constamment répété que le Cambodge a besoin d'investissements étrangers, pour créer des emplois, pour améliorer la compétence des Cambodgiens, pour faire naître une activité industrielle, améliorera le niveau de vie ... rien de plus vrai.

Mais cette forte motivation a conduit à tout accepter les yeux fermés. Comme si l'on entendait par "économie de marché" que tout est permis.

Les inconvénients de cette attitude sont maintenant évidents : les conflits sociaux risquent de donner aux investisseurs une mauvaise image du Cambodge. De sorte que l'extrême bonne volonté du Cambodge vis à vis des investisseurs étrangers se révèle finalement contre-productive : elle risque de tarir les investissements. C'est, là aussi, un apprentissage pratique des règles fondamentales du capitalisme : il faut des règles du jeu et qu'elles soient respectées. Une des leçons qui pourrait être tirées des conflits : de la même façon qu'un employeur cherche à se débarrasser des mauvais employés, le Cambodge n'aurait-il pas intérêt à se séparer des mauvais employeurs ?

bizarre

La façon dont les conflits ont éclaté et ont été traités reste mal compréhensible. On peut se demander dans quelle mesure des responsables cambodgiens ne se sont pas faits complices des investisseurs étrangers. Ce serait une raison du mystère qui en-

tourne la gestion de l'industrie textile - comme celle d'autres activités.

Les silences combinés du CDC qui a accordé les agréments d'investir puis s'en est désintéressé; du ministère de l'Industrie dont relèvent les usines de confection et qui doit savoir ce qui s'y passe; et du Secrétariat d'Etat aux Affaires sociales, au Travail et aux Anciens Combattants, dont l'une des tâches est d'envoyer des inspecteurs du travail dans les usines, est très bizarre. Tout se passe comme si ce silence avait été dès l'origine acheté ... ou en tous cas organisé. Dès lors, trois hypothèses :

- ou bien les responsables qui ont eu cette attitude ont pensé qu'elle était nécessaire pour attirer les investisseurs étrangers, que la situation dans les usines ne manquerait pas de se dégrader, et qu'il faudrait bien en venir un jour, de toutes façons, à un code du travail. Dans cette hypothèse, le coup aurait été "bien joué" (CN n° 64).

- Ou bien ils n'ont nullement imaginé cette stratégie, et ont cherché plus simplement à s'enrichir. Selon certains observateurs cambodgiens, c'est pour récupérer les sommes qu'ils ont dû distribuer ici et là que les employeurs ont établi des horaires de travail aussi rigoureux et des salaires aussi bas.

- Une troisième hypothèse est que si les systèmes de contrôle n'ont pas fonctionné, c'est que les factions politiques se seraient mutuellement paralysées.

On peut s'étonner aussi du silence des ONG qui se consacrent aux droits de l'Homme. Mais plus encore de celui du Bureau International du Travail (BIT/ILO) qui relève de l'ONU et a un bureau à Phnom Penh. Et de l'attitude de l'AAFLI (American-Asian Institute), qui reçoit des sommes considérables de l'énorme syndicat américain AFL-CIO pour défendre et soutenir les droits de l'Homme au Cambodge et ailleurs et semble n'avoir fait aucune enquête.

En l'absence de tous ces impédiments, on assisté à la remarquable mise en place d'un dialogue social et d'un début de Code du Travail. Voilà au moins une crise utile.

le FTUWKK, ou SLOK

Le premier syndicat au Cambodge, le Syndicat Libre des Ouvriers Khmers, a été créé le 10 décembre par trois femmes, dont l'actuelle présidente Ou Mary, puis 158 employés, en majorité des femmes des ateliers de confection *Cambodia Garment*, avec l'aide du Parti Nation Khmère.

Le premier congrès, le 2 février à la salle Chaktomuk, a rassemblé plusieurs milliers de participants, en grande majorité des femmes. Les députés Kem Sokha et Ahmed Yahya, le président du PNK Sam Rainsy et la présidente du Syndicat Ou Mary y ont pris la parole.

Les objectifs du syndicat pour 1997

- assurer l'application du nouveau Code du travail;
- formuler des demandes réalistes pour améliorer les conditions de vie matérielles des ouvriers : - salaire minimum de 50 dollars au lieu de 40 actuel-

lement; - durée du travail de 44 heures par semaine au lieu de 48, avec samedi après-midi libre;

- renforcer les structures du syndicat, formation des responsables, création de branches dans le plus grand nombre d'usines possible, accroître le taux de syndicalisation;

- améliorer le niveau d'éducation des ouvriers, leurs connaissances culturelles et techniques;

- créer un fonds de solidarité (on prévoit 200 riels par ouvrier et par mois);

- coopérer avec les organismes du travail étrangers;

- lancer un appel au peuple américain et au Congrès pour que les avantages des GSP soient liés au respect des droits des ouvriers cambodgiens et à l'application de la législation, en particulier le Code du Travail.

(suite de la page 1)

quelqu'un d'autre ait le droit d'avoir des armes, des forces privées".

Concernant le partage du pouvoir en vue des élections, ils ne vont pas demander moins que 50/50. Il faut donc renégocier, puis appliquer. Est-on prêt de l'autre côté ? Cela dépend des négociations. Chaque côté met la barre plus haut pour obtenir plus bas.

un système politique sans souplesse

On est donc dans une logique de collision. Et comme il n'existe aucun fusible, aucun barrage, aucune soupape de sécurité, si le pouvoir gère mal, alors tout bloque, tout saute. Dans un pays qui sort de deux décennies d'affrontements, il est normal que le pouvoir soit très centralisé. Qu'il remonte très haut. Mais alors, s'il faut que tout le système soit revu, il ne peut l'être que par les deux Premiers ministres. C'est aux plus hauts échelons d'en décider. Et là, on attend.

attention aux bailleurs de fonds !

Mais il ne faut pas oublier que dans quelques semaines il y a à Phnom Penh la réunion des bailleurs de fonds. Tout le monde a le dos au mur. Ce n'est pas très malin de leur envoyer des messages comme celui de Battambang. Ça fait très mauvais effet. Aucune opinion publique n'a envie d'aider un pays dont les dirigeants se comportent en rivaux beaucoup plus qu'en hommes d'Etat responsables. Les bailleurs de fonds deviennent méfiants, car on n'a pas arrêté de faire des promesses qui sont plutôt non tenues que tenues, il faut le dire. Tout le monde braque les yeux sur les acteurs principaux. C'est donc à eux de décider ce qu'ils veulent !

Hun Sen : impulsif

Il me semble très difficile de croire que Hun Sen a haussé le ton, dans l'affaire du retour supposé de Sirivudh, pour faire taire ses gens (CN n° 65). Il n'a pas besoin d'un tel stratagème pour se faire entendre et obéir.

Mais il faut voir aussi que les paroles d'un Premier ministre d'un petit pays comme le Cambodge sont retransmises dans le monde entier, et qu'elles ont fait perdre des millions de dollars à l'investissement, au secteur touristique, à l'économie en général. Ce n'est donc pas pour une ma-

noeuve intérieure que l'on agit ainsi.

Hun Sen relève toujours un défi. C'est son tempérament. Certains se contrôlent toujours, comme le faisait Chou En Lai, toujours souriant quand ça bouillait à l'intérieur; il devenait de plus en plus poli, plein de finesse ... Hun Sen au contraire est impulsif, direct : "si tu me cherches, tu vas me trouver". Il faut comprendre que chacun a son caractère !

Cela a d'ailleurs été ouvertement critiqué au Congrès. C'est une qualité du PPC, un homme est toujours soumis à l'appareil à un collège de membres qui peuvent le juger. Personne n'est à l'abri. Il y a un débat interne de 670 personnes qui écoutent, réfléchissent et critiquent.

Il n'y a pas d'équivalent au Funcinpec. On a l'impression que le premier Premier Ministre, par son origine, étant Prince et surtout le fils du Roi, a un règne absolu au sein du parti. Qu'il tolère très peu les critiques internes. Et même si elles sont tolérées, elles risquent de n'avoir aucun effet correctif sur la ligne qui est prise de façon absolue, solitaire, par le Prince. Là encore on ne trouve aucune soupape de sécurité.

élections :

la préparation en bonne voie

Les choses avancent beaucoup plus qu'on ne le croit.

Le Comité interministériel s'est réuni très rapidement pour adopter le texte de la loi électorale, qui comporte les conditions de mise en place de la Commission nationale pour les élections (CN n° 63), avec sa composition. L'acceptation des deux représentants du secteur civil est là. Je suis très impressionné par la rapidité.

Ce qui m'impressionne aussi c'est la bonne entente entre les deux co-Ministres de l'Intérieur, Sar Kheng et You Hockry, concernant la préparation des élections.

le contrôle :

au Conseil Constitutionnel

Dans le projet de loi sur les élections communales, ils acceptent de mettre de côté la Commission de contrôle. Avec l'administration dominée par le PPC et le contrôle dominé par le Funcin-

pec, il y avait risque de blocage. C'était la sagesse de la supprimer. Et ce sera 7 à 8 millions de dollars économisés.

La Commission n'aura pour tâche que l'administration et l'organisation des élections.

Tout ce qui regarde le contrôle, on va le donner au Conseil Constitutionnel, qu'il faut mettre en place avant les élections. C'est l'esprit même de la Constitution. (Pour le Conseil Suprême de la Magistrature, il est bloqué par des questions politiques).

Concernant la Commission, il va y avoir une loi, préparée à l'Intérieur et transférée à la compétence de la Commission nationale. Elle assurera la transparence, l'ouverture des débats internes sur la préparation, l'administration, etc ... Ce sera vraiment extraordinaire dans un pays comme le Cambodge. Le Conseil des ministres du 12 février aurait dû débattre de ce projet. Ce sera pour le suivant.

On est donc sur la bonne voie, et on a une marge de manoeuvre assez confortable.

les élections communales en mai-juin 1998 ?

Personnellement, en tant que technicien de ce processus, je pense que l'échéance la plus probable, plutôt que novembre-décembre 1997, est mai-juin 1998.

L'important est que le processus, la Commission, le projet de loi, l'enregistrement des électeurs, se mettent en place. La liste électorale est en cours, les experts français travaillent d'arrache-pied pour installer le système informatique, avec des logiciels impressionnants. Le dispositif se met en place.

assistance financière assurée

Pour les pays donateurs, j'ai participé à des réunions au PNUD, j'ai pu rassurer tout le monde. Ils ont vu que nous avons le processus dans la main, ils sont très satisfaits et nous ont réaffirmé que pour leur assistance il n'y avait pas de problèmes dans ce cadre.

Il faut donc achever sans tarder les deux textes de loi qui restent, loi sur les partis politiques et loi sur les législatives. Mais encore une fois sur le plan technique nous sommes prêts.

quel système électoral ?

Le PPC a indiqué qu'il souhaitait le même système que l'APRONUC, la proportionnelle avec la province comme circonscription (CN 65). C'est maintenant au Funcinpec de réagir.

Si l'on se met d'accord sur ce système, le texte existe déjà. En fait nous avons deux textes : un pour le système majoritaire, un pour le système proportionnel. On a travaillé très rapidement. Le Comité d'experts que j'ai fait venir en juillet est en place et travaille. Le chef de la Commission électorale, australien, a pris ici tous les contacts, on avance rapidement. Une cellule d'experts re-fonctionne ... Côté technique, ça marche. On n'attend que les décisions des politiques.

En tous cas, ni le Prince ni Samdech Hun Sen n'ont jamais mis en cause le processus électoral. Au contraire, ils réagissent toujours de façon positive.

Je déplore seulement qu'à l'intérieur du Funcinpec il n'y ait pas cette petite machine qui soit 24 heures sur 24 consacrée au problème électoral comme au PPC. J'ai l'impression cependant qu'il y a une prise de conscience de plus en plus nette. Je suis allé avec certains en Suède, aux Philippines, Chan Vibol, le Dr Sam Mathoeun, ... nous avons beaucoup parlé. On arrive maintenant à identifier 5 ou 6 personnes du Funcinpec qui commencent à maîtriser les différents aspects techniques du processus électoral.

Nous devons travailler avec ceux-là. Il ne s'agit pas ici de partis mais de notre pays. Il faut mettre de côté le problème politique. Il y a du côté Funcinpec des éléments très positifs qui se mettent en place. Dans les prochaines semaines, avec la création de la Commission nationale, tout va être dans l'ordre. Il n'y a donc pas de gros souci à se faire.

pétanque

En pleine crise, avec S.E. Sar Kheng, nous avons organisé un tournoi de pétanque. C'était hier 16 février. Toutes la communauté internationale a participé : l'UNHCR, les ambassades de Cuba, des Etats-Unis, de France (deux équipes)... Il fallait voir les ambassadeurs d'Australie, de Singapour, de France, ... lancer les boules ! L'idée était de promouvoir la tolérance et d'échanger les cultures. Il n'y avait plus ni Funcinpec ni PPC. C'était une grande réussite, j'en avais les larmes aux yeux ...



Association Solidarité et Développement Communautaire (SODECO) a réalisé du 12 au 17 décembre un sondage d'opinions dont elle a fait récemment connaître les résultats.

1120 personnes ont été interrogées, 653 hommes et 467 femmes; 474 à Phnom Penh et 646 en Province;

Répartition socio-professionnelle :

- paysans : 346; - ouvriers de manufactures : 142; - employés : 52; - cyclo et taxi-motos : 81; - commerçants : 57; - fonctionnaires : 56; - policiers et militaires : 58; - étudiants : 74; - femmes au foyer : 33; - autres : 221.

Tranches d'âge : 18-34 : 606 personnes; 35-54 : 446; 55 et plus : 68.

niveau de vie

Par rapport à 1993, c'est à dire avant les élections, vos conditions de vie se sont-elles améliorées, sont elles restées les mêmes, ou se sont-elles détériorées ?

- améliorées :	28,3 %
- restées les mêmes :	38,3 %
- détériorées :	31,8 %
- pas d'opinion :	1,6 %

un bon gouvernement ?

Pensez-vous que l'actuel gouvernement a fait correctement son travail et a jusqu'ici effectivement aidé la population ?

- oui :	25,4 %
- plus ou moins :	26,2 %
- non :	38,4 %
- pas d'opinion :	10,0 %

et l'accord avec Ieng Sary ?

Approuvez-vous l'accord de paix entre le gouvernement et le groupe dirigé par M. Ieng Sary ?

- oui	68,3 %
- plus ou moins	9,0 %
- non	9,8 %
- sans opinion	12,9 %

personnalités politiques

Parmi les leaders politiques suivants, lequel préférez-vous ?

- Norodom Ranariddh	12,7 %
- Chea Sim	0,9 %
- Hun Sen	28,1 %
- Sam Rainsy	15,0 %
- Son Sann	1,3 %
- Ieng Mouly	0,0 %
- Ieng Sary	0,2 %
- Khieu Samphan	1,6 %
- un autre	0,8 %
- sans opinion	39,4 %

(le sondage comporte 12 tableaux donnant le détail des répartitions).

SONDAGE d' OPINION

Commentaires

- le niveau de vie ne s'est pas amélioré, dans l'ensemble, depuis les dernières élections. Au total les "détérioré" sont un peu plus nombreux que les "amélioré". Mais il faut évidemment une analyse plus fine, par catégories professionnelles.

Les paysans sont l'une des 4 catégories où les "amélioré" sont plus nombreux (32,7%) que les "détérioré" (29,8%). Bien des facteurs jouent en sens contraires, qu'il est impossible de départager précisément : les conditions climatiques, sécheresses et inondations jouant sur les récoltes, sont un facteur majeur. Mais interviennent aussi les efforts dans les domaines de l'eau, des écoles, de la santé, du crédit rural, des voies de communication, du déminage...

Il est probable que la légère "amélioration du niveau de vie" du monde paysan qui ressort du sondage ne signifie guère plus que l'atténuation des calamités précédentes. On sait (étude démographique, CN n° 64) l'immense différence de niveau de vie qui existe entre les gens des villes (dans l'ensemble) et celui des campagnes.

- les fonctionnaires, les employés de bureau, les policiers et soldats sont les autres catégories où les "amélioré" sont plus nombreux que les "détérioré".

Pour les employés de bureau, on peut penser que beaucoup d'entre eux travaillent pour des entreprises étrangères où les salaires sont notoirement plus élevés qu'ailleurs. Mais ceux-là sont encore très peu nombreux. Pour les fonctionnaires (33,9% "amélioré" contre 28,6% "détérioré"), les militaires et les policiers (46,6% "amélioré" contre 22,4% "détérioré"), il n'y a amélioration, dans l'ensemble, que parce que la situation antérieure était misérable (le salaire des fonctionnaires après 1979 a longtemps consisté en chiches allocations de riz). Encore aujourd'hui les salaires restent très insuffisants, très loin au-dessous du "seuil de pauvreté" et souvent payés avec retard. "Amélioration" ne signifie aucunement satisfaction.

Parmi ceux dont le niveau de vie s'est détérioré, figurent tout d'abord les employés de manufactures : le contraste est ici maximum entre les "amélioré" : 19%, le chiffre le plus faible de toutes les catégories socio-professionnelles, et les "détérioré" : 40,8%, le chiffre le plus élevé. Les grèves, l'apparition d'un mouvement syndical, ne peuvent étonner personne.

Victimes aussi de l'évolution : les cyclo et moto-taxis : le niveau de vie s'est amélioré pour 24,7%, détérioré pour 39,5% d'entre

eux. Explication probable : le nombre des propriétaires de motos et de voitures.

Il faut mentionner enfin les "autres catégories" (221 sondés, le groupe le plus important après celui des paysans): 23,1% d'"amélioré" et 35,7% de "détérioré". Ces gens représentent sans doute une quantité de petits métiers en voie de disparition, une analyse plus détaillée le dirait.

- l'accord avec Ieng Sary est approuvé par une forte majorité : 68,3% des sondés, ce qui confirme tous les sondages précédents. L'aspiration à la paix est une fois de plus fortement exprimée.

- personnalités politiques : c'est ici bien sûr que les résultats du sondage sont les plus attendus. Ces résultats pourront évidemment être mis en doute, supposés "biaisés" par l'organisme sondeur. On ne peut que regretter que d'autres sondages, que font réaliser des partis politiques, ne soient pas rendus publics. Mais personne jusqu'ici n'a contesté la neutralité de la SODECO.

On dispose d'un sondage précédent, réalisé en juin 1994 par un centre informatique privé, avec de bonnes garanties de méthode et de neutralité (CN n° 12). Différence avec le sondage actuel : le Roi faisait partie des personnalités politiques proposées aux sondés.

Résultats majeurs du sondage de décembre 1995 :

- Hun Sen / Ranariddh : Hun Sen est en tête, comme en 1994, avec 28,1% des réponses. Différence avec le sondage de juin 1994 : il devance très largement Norodom Ranariddh (12,7%). 8 points d'écart seulement à l'époque (59% et 51% des réponses), et 15,4 actuellement. On comprend que le Funcinpec cherche des alliances.

- Sam Rainsy : avec 15% des réponses il arrive en seconde position, devançant Ranariddh. L'indépendance a "payé".

- quasi-effacement de tous les autres : de plus en plus, la lutte électorale est un "combat de chefs".

- forte proportion de "sans opinion" : 39,4%. Il reste donc un très important travail pour les stratèges : faut-il séduire ? Promettre ? Informer ? Expliquer ? Convaincre ? Acheter ? Intimider ? ... ?

En fait les jeux restent très ouverts. Les deux regroupements en cours : Norodom Ranariddh + Sam Rainsy + Son Sann, comme Chea Sim + Hun Sen + Ieng Mouly recueillent l'un et l'autre, au total, 29% des préférences.

Il est probable que la guerre des mots, et donc des médias, va s'intensifier. Un facteur nouveau pourrait avoir des conséquences importantes : le parti de Son Sann devrait avoir une radio en mars, le PNK de Sam Rainsy peu après.

LIVRES LIVRES LIVRES

**"Le Génocide Khmer Rouge
une analyse démographique"**

Sans se laisser obséder par la période khmère rouge, il est indispensable si l'on s'intéresse au Cambodge, à l'Histoire de notre époque, de la connaître. Quantité de récits vécus ont paru, par exemple les livres admirables de Haing Ngor ("*Une Odyssée Cambodgienne*"), de Pin Yathay ("*L'Utopie Meurtrière*"), les recueils de témoignages de F. Ponchaud ("*Cambodge, Année Zéro*"), de B. Hamel ("*De sang et de Larmes*"), d'Elizabeth Becker ("*Les Larmes du Cambodge*"), ... bien d'autres. Il s'agit ici d'une approche différente : ce sont les recherches objectives d'un universitaire et démographe professionnel.

Les sources, la méthode, les raisonnements, tout est scrupuleux, transparent. Tableaux statistiques, graphiques, courbes, cartes, les résultats sont clairs. Ils sont comparés avec les résultats obtenus par d'autres chercheurs, confrontés aux idées admises. Bref, un modèle d'exploration objective.

L'histoire de 1 300 familles, représentant quelque 13'000 personnes, et leur examen systématique, a servi de base à ce travail. On ne saurait en résumer toute la richesse, toutes les réflexions éclairantes, ni en donner toutes les conclusions. On peut en évoquer quelques-unes :

- la courbe de la mortalité mois par mois montre des pics annuels successifs : en avril 1975 les victimes sont surtout les militaires, les proches du gouvernement Lon Nol; en 1976 : le "sous-peuple"; en 1977 : le "nouveau peuple", population de Phnom Penh, 1978 : l'"ancien peuple", c'est à dire purges internes aux khmers rouges (région est).

- le "taux d'extermination" dépend d'abord du degré de lien avec le régime de Lon Nol (officiers : 82,6% exterminés, policiers 66,7%), ensuite des professions (religieux : 57,1%, fonctionnaires : 50%, professions santé : 48,9% etc ...), et du niveau d'éducation : éducation supérieure 51,6% exterminés, éducation secondaire 37,9%, éducation primaire 28,3%).

- combien de victimes ? "... en l'espace de quatre ans, entre 31,2 % et 32,5 % des personnes vivant encore au début de 1975 sont mortes ou portées disparues (...). Coefficient d'extermination : 40,8 % chez les hommes et 15,7 % chez les femmes. Total : "prés de 2 millions de morts" estime Marek Sliwinski.

- morts de quoi ? Sur ces 31,8 % de victimes, il trouve : assassinés : 12,5 %; famine : 11,5 %; disparus : 4,2 %; mort naturelle : 3,1 %; guerre : 0,5 %.

- exécutés par armes à feu : 28,6 %; cranes écrasés : 53,1 %; pendus, asphyxiés : 6,1 %, ... "*Les khmers rouges utilisent en général des méthodes d'extermination lentes ("manuelles") qui exigent donc un grand nombre de bourreaux. L'extermination de cette façon de plus de 720 000 victimes a nécessité certainement la formation d'une véritable armée de tortionnaires*" - l'extermination massive du peuple khmer ne résulte pas d'"une violence spontanée des guerriers khmers rouges (...)" mais "*le développement du système carcéral et des lieux d'extermination créés spécialement témoignent d'une politique d'extermination consciente, planifiée et préméditée*".

- toutes les régions n'ont pas été également touchées : "*on observe une sorte de couloir de la mort passant par Takeo, Phnom Penh, Kompong Chhnang, Pursat et allant jusqu'en Battambang. On peut expliquer ce phénomène par le fait que la majorité des expulsés de Phnom Penh a suivi les routes nationales 2 et 5*".

- cas particulier de Prey Veng : "*les dirigeants locaux étaient opposés à la politique d'extermination de Pol Pot, (auraient) mené à l'égard de la population de la "région est" une politique plus libérale (de sorte que) pour 1975 on y observe un taux de mortalité par extermination relativement faible*"; mais à partir de 1977 il y a un conflit avec le pouvoir central et "*purge extrêmement sanglante*".

- "*imputer la responsabilité des massacres à un clique restreinte peut donner bonne conscience à certains (...); en fait près de 22% des personnes actives ont été attachées à l'appareil administratif et de surveillance*".

- "*les causes profondes de la famine (...) sont d'origine structurelle. Environ 59 % de la population sont transformés en es-*

Petites Annonces

Immobilier

Bureau à louer / Office for rent
n° 394, Sihanouk street,
350 m² par étage
2^{ème} étage : 2000 \$/mois
3^{ème} étage : 1500 \$/mois

Bureau à vendre / Building for sale
n° 13 - 15, rue 88
dimensions : 20m x 18 m par étage
six étages
prix demandé : USD 400 000
Pour plus de renseignements,
contacter svp

Canadia Bank Ltd
né 263 rue An Duong Phnom Penh
M. Bun Khim
tel (855-23) 724672 - 426-046

A vendre :

Hôtel 5 niveaux
surface utilisable : 4 500 m² environ
situation exceptionnelle sur le
fleuve, près du Palais Royal
Pour tous renseignements contacter
tel 018 810 345

Bureaux à louer :

Centre d'Affaires
149-151 rue 110
Pour tous renseignements contacter
tel 018 810 345



Direction Française

379, Quai Sisowath face au Tonlé Sap
près du Palais Royal

Restaurant Panoramique

au 1^{er} étage

Ouvert de 11h30-14h00 ~ 18h00-22h30

Cuisine fine française, viandes grillées,
Spécialités thaïlandaises

Glacier ~ Crêperie

au rez-de-chaussée

Ouvert de 10h00 à 1h00 du matin

* Grande variété de Glaces maison
conçues par un maître glacier

* Carte de Crêpes salées et sucrées

* TROPICO ; quant c'est trop c'est....

(Fun Tea pêche ou citron, Rio, Choc'Menthe
et nouveauté Choky chaud)

claves, ce qui provoque certainement une très forte baisse du rendement. (...). La production a très probablement baissé de moitié (...); énorme gaspillage d'énergies et de ressources humaines. Et les échecs dans le domaine économique précipitent les khmers rouges vers les purges sanglantes à l'encontre des "saboteurs" ou des ennemis de la révolution".

Le livre de M. Sliwinski contient encore des recherches concernant la période précédente, 1970-75 (bombardements américains, etc ...), et la période suivante : l'occupation vietnamienne de 1979 à 1989 (le mur de bambou, etc ...).

Egalement de très intéressantes observations sur les méthodes khmères rouges; des essais d'explication du phénomène ...

Et encore : une forte dénonciation de "l'indulgence des puissances occidentales" et de la "chape d'amnésie collective" qui dure encore.

**Le Génocide khmer rouge,
une analyse démographique,**
par Marek Sliwinski, 175 p.,
cartes, graphiques, statistiques;
L' Harmattan, 1995.